

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 15 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/189**

**22SERV26 - MARCHE  
RESERVE - ACCORD-CADRE  
A BONS DE COMMANDE DE  
PRESTATIONS D'ENTRETIEN  
DES ESPACES PUBLICS SUR  
LE TERRITOIRE  
METROPOLITAIN DE HYERES  
EN 4 LOTS - RELANCE DE LA  
PROCEDURE 22SERV19  
SUITE A UNE DECLARATION  
SANS SUITE POUR  
INFRUCTUOSITE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/189**

**BUREAU DU 15 MAI 2023**

**O B J E T : 22SERV26 - MARCHÉ RÉSERVÉ - ACCORD-CADRE A  
BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS  
D'ENTRETIEN DES ESPACES PUBLICS SUR LE  
TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN DE HYÈRES EN 4 LOTS  
- RELANCE DE LA PROCÉDURE 22SERV19 SUITE A  
UNE DÉCLARATION SANS SUITE POUR  
INFRUCTUOSITÉ**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 et L.2125-1 1°,  
R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14, du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 28/03/2023,

**VU** la déclaration d'infructuosité de la procédure 22SERV19 publiée au JOUE en date du 23/12/2022,

**CONSIDERANT** que la présente consultation concerne l'accord-cadre de commande de prestations d'entretien des espaces publics sur le territoire métropolitain de Hyères-les-Palmiers en 4 lots,

**CONSIDERANT** qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 16/12/22, avec une remise des offres fixée au 20/01/2023,

**CONSIDERANT** que les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Nettoisement manuel régulier de la voirie dans la zone urbaine I
02	Nettoisement manuel régulier de la voirie dans les villages de fractions
03	Nettoisement manuel régulier de la voirie dans la zone urbaine II
04	Entretien des espaces verts de la fraction de Giens

**CONSIDERANT** que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme Dematis,

**CONSIDERANT** que 10 dossiers ont été retirés,

**CONSIDERANT** que 3 plis ont été déposés dans les délais, pour les lots 1,2 et 3 et aucun pli pour le lot 4,

**CONSIDERANT** qu'un courrier de régularisation a été envoyé pour le lot 2, le 14/02/23 à l'ESAT LES PALMIERS pour le lot 2,

**CONSIDERANT** que l'ESAT LES PALMIERS a répondu dans les délais,

**CONSIDERANT** qu'un courrier de détection d'Offre Anormalement Basse, pour le lot 3, a été envoyé 14/02/2023 à l'association AVEFETH Espérance Var « Le Grenier Eco »,

**CONSIDERANT** que l'association AVEFETH Espérance Var « Le Grenier Eco » a répondu dans les délais,

**CONSIDERANT** que suite à la Commission d'Appel d'Offres, les membres de la commission décident de classer n°1:

- pour le lot n°1 : l'offre de l'association ESAT LES PALMIERS sise à La Valette-du-Var (83 160),
- pour le lot n°2 : l'offre de l'association ESAT LES PALMIERS sise à La Valette-du-Var (83 160),
- pour le lot n°3 : l'offre de l'association AVEFETH sise à TOULON (83 100),

**CONSIDERANT** que les sociétés présentaient les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes, ainsi que les certificats de qualification demandés,

**CONSIDERANT** que les associations ne seront attributaires du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

**CONSIDERANT** qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE DECLARER** les offres de l'ESAT LES PALMIERS et de l'association AVEFETH Espérance Var « Le Grenier Eco » régulières.

### **ARTICLE 3**

**DE DECLARER** le lot 4 sans suite pour cause d'infructuosité.

## **ARTICLE 4**

**DE CONSTATER** la recevabilité des candidatures :

- pour le lot n°1 : l'offre de l'association ESAT LES PALMIERS sise à La Valette-du-Var (83 160),
- pour le lot n°2 : l'offre de l'association ESAT LES PALMIERS sise à La Valette-du-Var (83 160),
- pour le lot n°3 : l'offre de l'association AVEFETH sise à TOULON (83 100).

## **ARTICLE 5**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'Accord-Cadre à Bons de Commande :

- pour le lot 1 : avec l'association ESAT LES PALMIERS pour un montant estimatif annuel de 252 750 € HT (DPGF+BPUF v DENECE) étant précisé que : Minimum annuel Montant de la DPGF valorisé par mise au point soit 250 800 € HT ; Maximum annuel 500 000 € HT.
- pour le lot 2 : avec l'association ESAT LES PALMIERS pour un montant estimatif annuel de 335 550 € HT (DPGF+BPUF v DENECE) étant précisé que : Minimum annuel Montant de la DPGF valorisé par mise au point soit 333 600 € HT ; Maximum annuel 600 000 € HT.
- pour le lot 3 : avec l'association AVEFETH pour un montant estimatif annuel de 116 310 € HT (DPGF+BPUF v DENECE) étant précisé que : Minimum annuel Montant de la DPGF valorisé par mise au point soit 114 360 € HT ; Maximum annuel 300 000 € HT.

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

## **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à l'émission des bons de commande de cet accord-cadre sont inscrits au Budget Principal 2023 (et suivants) sur les opérations concernées, section de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0

